AVIS DE L'ARES

n° 12/2016 du 1^{er} juin 2016

Modification : 08-06-2016

Avant-projet de décret relatif aux études de sciences vétérinaires Avis de l'ARES

Considérant que l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) a été saisie par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur *l'avant-projet de décret relatif aux études de sciences vétérinaires* ;

Considérant que la demande d'avis fait valoir, en application de l'article 21, alinéa 2 *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur, « *le bénéfice de l'urgence (...) motivée par le fait que le présent avant-projet de décret doit pouvoir être déposé sans retard sur le bureau du Parlement de la Communauté française pour pouvoir être adopté avant les vacances parlementaires. A défaut d'adoption dans ce délai, le décret en avant-projet ne pourrait pas être d'application pour la prochaine année académique. Il importe que les établissements et les futurs étudiants concernés par l'avant-projet puissent être informés en amont de leurs démarches d'inscription au sein du cursus de sciences vétérinaires. Compte tenu des conditions d'enseignement et des risques liés à la sécurité et à la qualité de la formation, qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, il y a lieu de mettre rapidement en œuvre le présent avant-projet* » ;

Considérant qu'en raison de cette procédure d'urgence, qui aurait pu être évitée, le Conseil d'administration de l'ARES n'a matériellement pas le temps d'instruire un dossier de cette importance dans des conditions satisfaisantes et que, en conséquence, toutes les dispositions en projet ne peuvent être analysées comme il se devrait alors que des questions subsistent, dont certaines laissent présager des difficultés lors de la mise en œuvre du présent avant-projet de décret ainsi que de potentielles insécurités juridiques ;

Considérant qu'en application de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret précité, c'est au Bureau exécutif de l'ARES d'assurer le suivi de cet avis en urgence ;

Considérant l'examen de ce dossier mené par la Chambre des universités de l'ARES en sa séance du 24 mai 2016 et son avis [défavorable]¹ rendu à l'unanimité de ses membres

¹ <erratum - complété le 08-06-2016>

présents moins [...] ² [la position] ² du Recteur de l'Université de Liège, M. Albert Corhay [, lequel est favorable à l'avant-projet de décret] ³ ;

Considérant les notes de minorités déposées respectivement par le représentant de l'UNECOF, M. Mourad Ouamed, et de la FEF, M. Briec Wathelet, qui s'opposent à une sélection à l'entrée des études telle que prévue par le dispositif en projet et proposent des pistes de solutions alternatives ;

Le Bureau exécutif de l'ARES fait sien l'avis de la Chambre des universités et formule à l'endroit du présent avant-projet de décret l'avis suivant :

AVIS

1. L'avant-projet de décret relatif aux études de sciences vétérinaires ici en projet concerne une situation très différente de celle rencontrée dans le domaine de la médecine ; elles ne peuvent être considérées comme étant équivalentes et n'appellent donc pas nécessairement des solutions analogues.
2. Il n'est pas acceptable de solliciter ainsi l'avis de l'ARES en urgence, qui plus est courant du mois de mai qui précède l'année académique lors de laquelle l'avant-projet de décret ici en projet sortira ses effets ; ce n'est pas respectueux des étudiants qui sont en cours d'inscription et doivent pouvoir être informés correctement du déroulement des études supérieures dans lesquelles ils veulent s'engager.
3. L'application actuelle de dispositifs analogues, à ceux ici en projet, dans le domaine des sciences médicales suscitent aujourd'hui des difficultés, notamment d'ordre organisationnel et juridique. Il semble que celles-ci ne sont pas prises en compte ici.
4. La législation régissant des dispositifs analogues, à ceux ici en projet, dans le domaine des sciences médicales, a dû faire l'objet de différentes corrections postérieures à son adoption par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et à son entrée en application. Il semble que celles-ci ne sont pas prises en compte ici. Il se recommanderait donc de bien vérifier si les propositions en la matière, figurant notamment dans l'avis de l'ARES n° 2016-07 du 15/03/2016 relatif à *l'avant-projet de décret portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche* sont bien intégrées au dispositif ici en projet.
Pour le surplus, l'ARES renvoie également à ses avis n° 2015-17 du 09/10/2015 sur *l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement unique des jurys pour les épreuves de fin de premier quadrimestre du bloc des 60 premiers crédits des études de 1er cycle en sciences médicales et dentaires* et n° 2015-18 du 09/10/2015 sur *l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement fixant les modalités d'établissement du classement et de délivrance des attestations d'accès à la*

² <erratum - modifié le 08-06-2016>

³ <erratum - modifié le 08-06-2016>

suite de programme du cycle pour les études de sciences médicales et sciences dentaires .

5. Il apparaît que les clés de répartition des attestations entre les institutions universitaires dans le dispositif en projet n'ont été ni concertées, ni vérifiées, par les universités concernées. Il serait pourtant légitime de le faire.

En conséquence, l'avis de l'ARES sur l'avant-projet de décret relatif aux études de sciences vétérinaires ici en projet est **défavorable** moyennant, comme rappelé dans les considérants ci-avant, [...] ⁴ [la position du Recteur de l'Université de Liège, M. Albert Corhay, lequel est favorable à l'avant-projet de décret,] ⁴ et les notes de minorité déposées par l'UNECOF et la FEF.

⁴ <erratum - modifié le 08-06-2016>